

BRÈVES SECTORIELLES

États-Unis

Une publication du SER des États-Unis
N°2024-15 du 12 avril 2024

Sommaire

Commerce et sanctions

1. La Secrétaire américaine au Trésor Janet Yellen achève sa visite en Chine
2. La sixième réunion ministérielle du Conseil commerce et technologies se tient en Belgique
3. Les États-Unis acceptent d'engager des consultations à l'OMC avec la Chine sur l'IRA
4. L'USTR publie des résumés des projets d'accords négociés avec Taiwan et le Kenya

Climat – énergie – environnement

5. L'administration Biden annonce 20 Md\$ de subventions pour des solutions d'énergie propre et de lutte contre le changement climatique
6. Le Département de l'Énergie et le ministère japonais de l'Éducation, des Sports, de la Science et de la Technologie signent un partenariat stratégique pour accélérer les travaux sur la fusion
7. L'Agence de protection de l'environnement annonce plusieurs mesures sur la question des polluants éternels (PFAS)

Transport et infrastructure

8. Le Département des Transports progresse dans la mise en place de son futur « Institut pour la reconnexion des communautés »
9. Le Département des Transports réoriente 8,3 M\$ de subventions précédemment accordées au comté de Baltimore pour accélérer l'expansion d'un terminal portuaire de report

Industrie

10. TSMC obtient 6,6 Md\$ dans le cadre du CHIPS Act et annonce une troisième usine en Arizona

Agriculture et industrie agroalimentaire

11. Le Département de l'Agriculture élargit le choix des aliments éligibles au programme WIC et renforce ses exigences nutritionnelles

Numérique et innovation

12. Des membres du Congrès ont déposé une proposition de loi visant à créer un cadre fédéral pour la protection des données personnelles
13. Un représentant dépose une proposition de loi qui obligerait à révéler l'utilisation d'œuvres protégées par le droit d'auteur pour l'entraînement de modèles d'IA

Santé

14. CMS poursuit les négociations des prix du médicament dans le cadre de l'IRA

Vous pouvez retrouver les publications du SER, dont le Washington Wall Street Watch, [ici](#).

Commerce et sanctions

1. La Secrétaire américaine au Trésor Janet Yellen achève sa visite en Chine

Après une première visite à Pékin en juillet dernier [voir [Brèves sectorielles du 14 juillet 2023](#)], le second déplacement officiel de la Secrétaire américaine au Trésor Janet Yellen en Chine [voir [Brèves sectorielles du 5 avril 2024](#)] s'est achevé le 9 avril. Ce déplacement a été l'occasion d'entretiens avec son homologue chinois, le Vice Premier Ministre He Lifeng, le 5 avril, et avec le Premier Ministre Li Qiang, le 6 avril.

Avec le Vice Premier Ministre He Lifeng, J. Yellen a souligné les préoccupations américaines quant aux surcapacités créées par les investissements industriels chinois et la baisse de la demande interne en Chine. Selon un communiqué publié par le Département du Trésor à la suite de la rencontre, J. Yellen a ainsi [fait part](#) de son inquiétude quant à l'ampleur des politiques et pratiques non-marchandes chinoises, relevant les signes de surcapacités d'ores et déjà observés dans certains secteurs de l'économie chinoise. Elle a appelé la Chine à prendre des « mesures urgentes » afin de répondre à ces préoccupations. J. Yellen et He Lifeng ont convenu de lancer un nouveau dialogue sur la « croissance équilibrée » entre le Département du Trésor et le Ministère des Finances chinois, sous l'égide du groupe de travail sur les sujets économiques, mis en place lors de la première visite de J. Yellen en Chine. Selon le communiqué américain, ce dialogue devrait permettre d'aborder des sujets tels que la demande interne chinoise, les politiques d'investissement, ou encore les questions budgétaires. He Lifeng et J. Yellen ont également annoncé le lancement d'une nouvelle coopération en matière de lutte contre le blanchiment d'argent entre le Département du Trésor et la Banque populaire de Chine. Enfin, s'agissant des questions de sécurité nationale, J. Yellen a appelé la Chine à ne pas apporter de soutien matériel à la Russie dans sa guerre contre l'Ukraine et souligné que les mesures de sécurité nationale prises par les États-Unis dans la sphère économique répondaient à des préoccupations « clairement définies, de portée limitée » et étaient « mises en œuvre de manière transparente ». Elle a répété que les États-Unis ne cherchaient pas à opérer un « découplage » vis-à-vis de la Chine.

Avec le Premier Ministre Li Qiang, J. Yellen a également [soulevé](#) les préoccupations relatives aux surcapacités industrielles chinoises et leur impact sur les travailleurs et entreprises américains. Selon le court communiqué publié à l'issue de la rencontre, J. Yellen a également fait part de son objectif d'assurer des conditions de concurrence loyales entre les États-Unis et la Chine, et a souligné l'importance de la coopération entre les deux pays sur les défis globaux tels que la dette des pays en développement.

2. La sixième réunion ministérielle du Conseil commerce et technologies se tient en Belgique

La sixième réunion ministérielle du Conseil commerce et technologies (TTC) entre les États-Unis et l'Union européenne s'est tenue les 4 et 5 avril à Louvain, réunissant les co-présidents américains du TTC, le Secrétaire d'État Antony Blinken, la Secrétaire au Commerce Gina Raimondo et la Représentante au Commerce (USTR) Katherine Tai, avec les co-présidents européens, les Vice-Présidents Exécutifs de la Commission Valdis Dombrovskis et Margrethe Vestager, et le Commissaire Thierry Breton.

À l'issue de la réunion, une déclaration conjointe a été [publiée](#), soulignant les progrès récemment accomplis par les États-Unis et l'UE au sein de ce forum de coopération. Sur le volet commercial, les États-Unis et l'UE ont annoncé la publication d'un catalogue des meilleures pratiques en matière de marchés publics verts, qui doit permettre d'accélérer le déploiement de projets publics durables en fournissant des exemples de mesures vertueuses prises dans ce domaine des deux côtés de l'Atlantique. La déclaration comprend aussi une annexe [dédiée](#) aux mesures envisagées par les États-Unis et l'UE pour favoriser l'interopérabilité des technologies de facturation électronique comme moyen de facilitation des échanges. S'agissant du Dialogue sur les soutiens aux énergies propres (CEID), lancé à l'occasion de la visite officielle de la Présidente de la Commission Ursula von der Leyen à Washington en mars 2023 [voir [Brèves sectorielles du 17 mars 2023](#)], les États-Unis et l'UE ont indiqué leur intention de partager des informations spécifiques sur leurs programmes de soutien public respectifs en commençant par identifier un « secteur pilote » (non précisé à ce stade). La déclaration mentionne la possibilité d'étendre par la suite ce travail à d'autres secteurs et celle de mettre en place des « mécanismes de consultation réciproques ». Elle indique aussi que les partenaires du TTC rassemblent des informations sur l'utilisation de semi-conducteurs les moins avancés dans les chaînes d'approvisionnement critiques et « pourraient développer des mesures coopératives ou conjointes afin de répondre aux problèmes de distorsion économique qui les affectent ». Enfin, la déclaration observe qu'alors que les États-Unis et l'UE entrent chacun dans une période électorale, le travail qu'ils mènent au sein du TTC restera « pertinent » et « stratégique », tout en ménageant des flexibilités nécessaires pour s'adapter aux « changements de circonstances ». Dans cette optique, l'UE et les États-Unis font part de leur intention de « consacrer le reste de l'année 2024 à consulter les parties prenantes américaines et européennes afin d'apprendre de leurs visions de l'avenir du TTC ». La déclaration conjointe mentionne également le lancement du Forum du Mineral Security Partnership (MSP), qui s'est tenu en marge du TTC (*cf. infra*).

3. Les États-Unis acceptent d'engager des consultations à l'OMC avec la Chine sur l'IRA

Dans une communication à l'Organe de règlement des différends de l'OMC datée du 5 avril et rendue publique le 8 avril, les États-Unis ont [annoncé](#) accepter la requête de la Chine de lancer des consultations au sujet de certaines dispositions de l'Inflation Reduction Act (IRA). Le gouvernement chinois estimait en effet dans une lettre adressée aux autorités américaines le 26 mars dernier que cinq des crédits d'impôt alloués par l'IRA étaient incompatibles avec l'Accord sur les tarifs douaniers et le commerce (GATT) et l'Accord sur les subventions et les mesures compensatoires (ASMC) de l'OMC [voir [Brèves sectorielles du 29 mars 2024](#)].

La communication américaine reprend toutefois le langage utilisé par la Représentante américaine au Commerce (USTR) Katherine Tai dans sa réaction à la requête chinoise, présentant l'IRA comme un « outil novateur pour permettre aux États-Unis de répondre sérieusement à la crise climatique mondiale ». Elle souligne aussi que l'acceptation des États-Unis d'engager des consultations avec la Chine « ne préjuge pas du fait de savoir si ces consultations soulèveront des questions de sécurité nationale susceptibles d'être réglées » dans le cadre du mécanisme de règlement des différends de l'OMC.

4. L'USTR publie des résumés des projets d'accords négociés avec Taiwan et le Kenya

Le Bureau de la Représentante américaine au Commerce (USTR) a publié le 5 avril des résumés des textes des accords commerciaux en cours de négociation avec [Taiwan](#) et le [Kenya](#). Ces résumés décrivent les propositions de texte circulées par la partie américaine dans le cadre des négociations en cours avec Taipei depuis août 2022 et avec Nairobi depuis juillet 2022, en vue d'accords dépourvus de dimension tarifaire.

S'agissant des négociations avec Taïwan, de premières propositions de texte circulées par Washington en mars 2023 couvraient les sujets de facilitation des échanges, les bonnes pratiques réglementaires, la réglementation des services, la lutte contre la corruption et la promotion des petites et moyennes entreprises, qui ont depuis fait l'objet d'un premier accord conclu en mai 2023 [voir [Brèves sectorielles du 26 mai 2023](#)]. Un second ensemble de textes non datés circulés par les États-Unis à la partie taiwanaise couvre les sujets relatifs à l'agriculture, à la protection de l'environnement et aux droits des travailleurs. Selon le résumé de ces textes [publié](#) par l'USTR, les États-Unis proposent de renforcer la coopération avec Taipei sur les initiatives à la croisée des questions commerciales et environnementales, ce qui comprendrait notamment un engagement des parties à ne pas « réduire les protections apportées par leurs lois environnementales dans la perspective de favoriser le commerce et l'investissement ». Le texte proposé par Washington s'agissant des droits des travailleurs contient en particulier « un

mécanisme afin de répondre aux problèmes du recours au travail forcé dans les chaînes d'approvisionnement et un mécanisme spécifique aux entreprises destiné à engager leur responsabilité dans les cas où elles enfreindraient les lois nationales sur les droits des travailleurs ».

S'agissant des négociations avec le Kenya, un premier ensemble de textes circulés par Washington en mai 2023 [couvrait](#) les sujets agricoles, la lutte contre la corruption, la promotion des petites et moyennes entreprises et la réglementation des services domestiques. Un second ensemble de textes non datés [comporte](#) de nouvelles dispositions en matière agricole, ainsi que des dispositions sur les meilleures pratiques réglementaires et sur les droits des travailleurs. Comme dans le cas de l'accord négocié avec Taïwan, la proposition américaine inclut notamment un mécanisme destiné à répondre aux problèmes relatifs aux droits des travailleurs au niveau d'entreprises spécifiques.

La publication de ces résumés a été [présentée](#) par l'USTR comme « en ligne avec l'engagement de l'administration Biden aux plus hauts niveaux de transparence s'agissant des négociations commerciales », dans un contexte où le Congrès exprime le souhait d'être plus étroitement associé aux négociations commerciales par l'Administration, comme il a pu le faire à travers la loi approuvant l'accord avec Taïwan, adoptée en août 2023 [voir [Brèves sectorielles du 25 août 2023](#)].

De fait, le même jour, l'USTR a également [annoncé](#) que Juan Millan, qui occupe les fonctions de Conseiller juridique en chef (General Counsel) de cette agence, remplirait désormais aussi les fonctions de Chief Transparency Officer, rôle créé par une loi adoptée par le Congrès en 2015. Selon le communiqué de l'USTR, J. Millan sera notamment chargé de promouvoir la participation du secteur privé dans le développement de la politique commerciale, y compris par le biais de contributions écrites et d'auditions.

Brèves

- Le 9 avril, le Bureau de la Représentante américaine au Commerce (USTR) a annoncé la résolution de deux cas d'activation du mécanisme de réponse rapide (MRR) de l'Accord États-Unis-Mexique-Canada (USMCA), qui vise à répondre aux problèmes liés aux droits des travailleurs dans des entreprises spécifiques. Dans les deux cas, le mécanisme avait été activé par les États-Unis pour résoudre des problèmes soulevés dans des entreprises du secteur automobile au Mexique. Dans le cas de l'entreprise [Draxton](#) comme dans celui de l'entreprise [Teklas](#), l'USTR a indiqué que des mesures avaient été prises pour répondre aux problèmes soulevés, notamment la réintégration des travailleurs licenciés en raison de leurs activités syndicales. Le 10 avril, l'USTR a également [publié](#) un communiqué listant les 22 cas d'activation du MRR par les États-Unis depuis l'adoption de l'USMCA.

- Le 10 avril, six sénateurs démocrates ont [adressé](#) une lettre à l'USTR Katherine Tai, l'appelant à ouvrir une enquête de Section 301 sur les pratiques non-marchandes de la Chine dans le secteur de la construction navale. L'USTR avait [annoncé](#) le 12 mars dernier avoir reçu une pétition de plusieurs syndicats de ce secteur et « attendre avec impatience de pouvoir l'examiner » [voir [Brèves sectorielles du 15 mars 2024](#)].
- Le 11 avril, le Département du Trésor a [publié](#) une proposition de réglementation relative au contrôle des investissements étrangers aux États-Unis conduit par le comité interagences CFIUS, que ce Département préside. Ce dernier propose notamment que de nouveaux types d'informations puissent être demandées par le CFIUS dans le cadre de certaines procédures d'examen, et de renforcer les sanctions mises en œuvre contre les entreprises qui communiqueraient au CFIUS des informations partielles ou fausses, ou ne respecteraient pas les engagements souscrits auprès du CFIUS.
- Le 11 avril, un groupe bipartisan de six Représentants a [introduit](#) une proposition de loi qui viserait à établir une commission indépendante chargée de développer des recommandations pour une stratégie « globale » des États-Unis dans la région indopacifique. La proposition de loi a été présentée comme destinée à « réaffirmer l'autorité du Congrès sur le commerce afin de combattre l'influence économique grandissante de la Chine dans l'Indopacifique ».

Climat – énergie – environnement

5. L'administration Biden annonce 20 Md\$ de subventions pour des solutions d'énergie propre et de lutte contre le changement climatique

Le 4 avril, l'Agence de protection de l'environnement des États-Unis (US EPA) a [annoncé](#) l'octroi de subventions pour un montant de 20 Md\$ dans le cadre du Fonds de réduction des gaz à effet de serre (GGRF), doté de 27 Md\$ et créé par l'Inflation Reduction Act (IRA). L'objectif est de créer un réseau national de financement pour l'énergie propre et les solutions climatiques dans tous les secteurs, garantissant ainsi aux collectivités l'accès aux capitaux dont elles ont besoin pour participer à une économie plus propre et plus durable et en bénéficier. Ce réseau national mobilisera également des capitaux privés, afin de financer, conjointement aux fonds fédéraux, des dizaines de milliers de projets.

Huit candidats ont été sélectionnés et se sont engagés à atteindre les trois objectifs du GGRF : réduire la pollution climatique et atmosphérique ; offrir des avantages aux collectivités, en particulier

aux communautés à faible revenu et défavorisées ; et mobiliser des financements et des capitaux privés. Ils se sont également engagés à :

- Financer des projets qui réduiront ou éviteront les émissions de gaz à effet de serre de 40 Mt d'équivalent CO₂ par an au total, soit l'équivalent des émissions de près de 9 millions de véhicules de tourisme typiques, contribuant ainsi de manière significative aux objectifs climatiques de l'administration Biden, qui consistent à réduire les émissions de 50 % à 52 % par rapport aux niveaux de 2005 en 2030 et à atteindre la neutralité carbone d'ici 2050 au plus tard.
- Consacrer plus de 14 Md\$ aux communautés à faible revenu et défavorisées, dont plus de 4 Md\$ pour les communautés rurales et près de 1,5 Md\$ pour les communautés tribales, en veillant à ce que les avantages du programme soient versés aux communautés qui en ont le plus besoin.
- Atteindre un ratio de mobilisation des capitaux privés de 7 \$ pour 1 \$ de subvention, au cours des sept prochaines années, pour atteindre 150 Md\$ d'investissements publics et privés afin de maximiser l'impact des fonds publics.

L'EPA fournit également le nom des candidats retenus ainsi qu'un aperçu des sommes reçues et des projets proposés.

6. Le Département de l'Énergie et le ministère japonais de l'Éducation, des Sports, de la Science et de la Technologie signent un partenariat stratégique pour accélérer les travaux sur la fusion

Le 10 avril, le Département de l'Énergie (DoE) a [annoncé](#) avoir formé un nouveau partenariat stratégique majeur avec le ministère japonais de l'Éducation, des Sports, des Sciences et de la Technologie (MEXT), destiné à accélérer la démonstration et la commercialisation de l'énergie de fusion.

Selon le DoE, la fusion pourrait fournir un approvisionnement énergétique à faible émission de carbone, sûr, durable et fiable, avec le potentiel de transformer les efforts mondiaux visant à atteindre des émissions nettes de carbone nulles et à améliorer la sécurité et la résilience énergétiques. Des avantages sociétaux et économiques majeurs pourraient également en résulter. Pour tirer pleinement parti de ces avantages, le DoE insiste sur la nécessité de mettre en place des politiques réglementaires, sociales et de marché appropriées, tout en surmontant les défis techniques importants qui subsistent.

Ce nouveau partenariat s'appuie sur le Comité de coordination de l'énergie de fusion (CCFE) mis en œuvre dans le cadre de l'Accord entre le Gouvernement américain et le Gouvernement japonais sur la coopération en matière de recherche et de développement dans le domaine de la science et de la technologie (STA). Il devrait développer davantage la complémentarité entre les ressources et les installations américaines et japonaises autour de la fusion, y compris

celles des universités, des laboratoires nationaux et des entreprises privées dans les pays respectifs.

7. L'Agence de protection de l'environnement annonce plusieurs mesures sur la question des polluants éternels (PFAS)

Le 8 avril, l'Agence de protection de l'environnement (EPA) a [indiqué](#) de nouvelles mesures afin que les produits de nettoyage pour les bâtiments fédéraux soient exempts de « produits chimiques éternels » toxiques. Ce changement est le résultat d'une collaboration entre l'EPA et l'Administration des services généraux (GSA) pour mettre en œuvre le plan fédéral de durabilité du Président Biden, qui ordonne aux agences fédérales de donner la priorité à l'achat de produits et de services durables, y compris les produits sans PFAS.

Le 9 avril, l'EPA a également [publié](#) une mise à jour de ses directives provisoires sur la destruction et l'élimination de certains PFAS et des matériaux en contenant. Ces mesures reflètent les données scientifiques les plus récentes disponibles pour fournir des informations que les gestionnaires des déchets PFAS peuvent utiliser pour évaluer la méthode de destruction, d'élimination ou de stockage la plus appropriée parmi celles actuellement disponibles. Elles recommandent également aux décideurs de donner la priorité à l'utilisation des technologies présentant le plus faible potentiel de rejet dans l'environnement.

Enfin, le 10 avril, l'EPA a [indiqué](#) la finalisation de la toute première norme américaine sur les PFAS dans l'eau potable. Cette norme représente l'étape la plus importante pour protéger la santé publique dans le cadre de la feuille de route stratégique de l'EPA sur les PFAS. En complément, l'EPA a annoncé un fonds d'1 Md\$ pour aider les États et les territoires à mettre en œuvre des tests et des traitements contre les PFAS dans les systèmes d'eau publics et pour aider les propriétaires de puits privés à faire face à la contamination par les PFAS. Ce financement s'inscrit dans le cadre plus large de la loi bipartisane sur les infrastructures, pour laquelle l'EPA met à disposition un montant de 21 Md\$ pour renforcer les systèmes d'eau potable américains, dont notamment 9 Md\$ consacrés à la lutte contre les PFAS et les contaminants émergents. L'EPA estime qu'entre 6 % et 10 % des 66 000 systèmes publics d'eau potable soumis à cette nouvelle norme pourraient devoir prendre des mesures pour réduire les PFAS.

Brèves

- Le 4 avril, le Département de l'Énergie (DoE) a [indiqué](#) avoir finalisé les normes d'efficacité énergétique mandatées par le Congrès pour les transformateurs de distribution. Les transformateurs de distribution convertissent l'électricité haute tension provenant des sources de production d'énergie en niveaux suffisamment sûrs pour être utilisés par les particuliers et les entreprises. Plus de 60 millions de transformateurs de distribution sont montés sur des poteaux

et des socles dans tout le pays. Ils fonctionnent 24 heures sur 24, 365 jours par an, et restent en service pendant plusieurs décennies. L'amélioration de leur efficacité permettra de réduire le gaspillage d'énergie sur le réseau électrique et de réaliser d'importantes économies d'énergie au niveau national. Cette mise à jour des normes prévoit un délai de mise en conformité de cinq ans, contre trois ans dans le projet de règle initial. Le DoE indique que ces normes devraient protéger l'approvisionnement national existant en matériaux de base utilisés dans les transformateurs de distribution, accroître la résilience de la chaîne d'approvisionnement des transformateurs de distribution, tout en préservant les emplois des syndicats de la sidérurgie en Pennsylvanie et dans l'Ohio. Il indique également que ces normes permettront aux services publics américains et aux entités commerciales et industrielles d'économiser 824 M\$ par an en coûts d'électricité.

- Le 5 avril, le Département d'État américain (DoS) a [souligné](#), dans une note aux médias, le lancement officiel du Forum du partenariat sur la sécurité minière (MSP) par Antony Blinken et la Commission européenne, en marge du TTC. Le Forum MSP offre une plateforme aux partenaires MSP et aux membres du forum pour examiner et faire avancer les projets et les politiques. Le volet « projets » du Forum MSP, dirigé par les États-Unis, peut inclure le partage d'informations sur les projets entre les partenaires MSP, les membres du forum et le secteur privé, des présentations sur les opportunités cruciales dans le domaine des minéraux, une collaboration technique, etc. Le volet « dialogue politique » du Forum MSP, dirigé par l'UE, peut porter sur des sujets tels que les politiques visant à stimuler la production durable et les capacités locales, les discussions sur la coopération réglementaire pour favoriser la concurrence loyale et la transparence, les politiques visant à encourager l'application de normes ESG élevées et les politiques visant à promouvoir et à faciliter un recyclage efficace.
- Le 9 avril, l'Agence de protection de l'environnement des États-Unis (US EPA) a [publié](#) des normes plus strictes en matière de pollution atmosphérique toxique provenant d'usines chimiques. Les nouvelles obligations s'appliquent à certains équipements et processus dans environ 200 usines qui fabriquent des produits chimiques organiques synthétiques et une variété de polymères et de résines, y compris le néoprène. L'obligation pour ces installations consiste en un contrôle renforcé des émanations pour les principaux produits chimiques toxiques. L'EPA rendra les données accessibles au public afin de mieux informer et protéger les communautés voisines. Une fois mise en œuvre, la règle permettrait selon l'EPA de réduire de près de 80 % les émissions d'oxyde d'éthylène et de chloroprène provenant des procédés et équipements couverts. L'exposition de long

terme à ces deux substances chimiques peut augmenter le risque de certains types de cancer.

- Le 9 avril, l'Agence américaine d'information sur l'énergie (US EIA) a [indiqué](#) que l'augmentation de la capacité de production d'énergie solaire au Texas a modifié la forme de l'approvisionnement quotidien en électricité dans l'État. Bien que l'énergie éolienne reste la plus grande source d'énergie renouvelable de l'État, l'installation de nouvelles capacités éoliennes a ralenti en 2023, tandis que les ajouts de capacité de production solaire, souvent localisés au même endroit que les sites de stockage d'électricité, ont augmenté rapidement. Avec une plus grande capacité solaire sur le réseau électrique ERCOT, l'EIA s'attend à ce que la production de gaz naturel soit moins utilisée en milieu de journée, lorsque la production solaire la remplace. Elle s'attend également à une diminution de l'utilisation du gaz naturel en été, lorsque la demande d'électricité est à son plus haut niveau au Texas. Cependant, le gaz naturel continuera selon elle d'être une source clé de production d'électricité le soir, lorsque la demande est élevée et que la production d'énergie solaire diminue.

Transport et infrastructure

8. Le Département des Transports progresse dans la mise en place de son futur « Institut pour la reconnexion des communautés »

Le 4 avril, le Département des Transports (DoT) a [annoncé](#) avoir sélectionné le cabinet de conseil américain Cadmus Group pour établir d'ici la fin de l'année le futur « Institut pour la reconnexion des communautés » (Reconnecting Communities Institute – RCI) et l'administrer, dans le cadre d'un contrat de 27 M\$. Le RCI sera chargé par le DoT de fournir des formations et de l'assistance technique aux collectivités et associations porteuses de projets visant à rétablir et reconnecter les communautés affectées négativement par des choix passés en matière d'infrastructures. Selon le communiqué du DoT, ces choix ont notamment conduit à l'isolement ou au morcellement de certaines collectivités, privant leurs habitants d'accès aux emplois, à l'éducation, aux soins de santé et aux opportunités économiques.

Pour animer cet institut, le Cadmus Group s'associera à treize organisations partenaires, dont deux associations à but non lucratif et sept entreprises reconnues « défavorisées » (« *disadvantaged business enterprises* », ou DBE, comprenant des petites entreprises ou des entreprises détenues par des minorités ou des femmes). Ses équipes seront composées d'urbanistes, de spécialistes en communication, d'experts en justice environnementale, de spécialistes en formation pour adultes, d'ingénieurs en génie civil et d'autres experts qui seront gratuitement mis à la disposition des

bénéficiaires. L'institut sera tourné en priorité vers les collectivités économiquement défavorisées, notamment les collectivités rurales et tribales. Les formations offertes par le RCI porteront notamment sur la planification, l'étude des besoins, le financement des projets, ainsi que sur la participation du public. Ces projets pourront inclure des projets lauréats de programmes de financements fédéraux, tels que le programme pilote RCP (Reconnecting Communities Pilot Program), créé par la loi bipartisanne pour les infrastructures (BIL), et le programme NAE (Neighborhood Access and Equity Program), créé par l'Inflation Reduction Act (IRA).

Le 28 février 2023, le DoT avait alloué une enveloppe de 185 M\$ à 45 projets lauréats dans le cadre du premier tour d'appel à projets du programme pilote RCP. Plus récemment, le 13 mars dernier, le DoT a [annoncé](#) l'octroi de 3,3 Md\$ à un ensemble combiné de 132 projets récompensés dans le cadre des programmes RCP (2^e tour d'appel à projets) et NAE (1^{er} tour d'appel à projets).

9. Le Département des Transports réoriente 8,3 M\$ de subventions précédemment accordées au comté de Baltimore pour accélérer l'expansion d'un terminal portuaire de report

Le 5 avril, dans la continuité des efforts de l'administration fédérale pour faire face aux perturbations engendrées par l'effondrement du pont Francis Scott Key à Baltimore, le Département des Transports (DoT) et le comté de Baltimore se sont accordés pour réorienter 8,3 M\$ de subventions fédérales précédemment octroyés dans le cadre du programme de financement PIDP (Port Infrastructure Development Program) vers des travaux d'expansion accélérée du terminal portuaire de Tradepoint Atlantic (TPA), situé à Sparrows Point, dans le port de Baltimore, dans une zone non affectée par l'effondrement du pont Francis Scott Key.

Suite à l'effondrement le 26 mars du pont Francis Scott Key du fait de la collision d'un navire avec l'une des piles du pont, la plupart des terminaux du port de Baltimore ont été contraints de cesser leur activité. Les terminaux appartenant à TPA, situés hors de la zone desservie par le chenal bloqué par les débris du pont, demeurent toutefois accessibles et sont ainsi en capacité de récupérer une partie du trafic du port.

Les fonds réorientés permettront au comté de Baltimore et à TPA d'accélérer l'asphaltage d'au moins 4 hectares de superficie qui seront utilisés pour aménager une aire de dépôt supplémentaire. En plus de faciliter le transport des marchandises roulières (*roll-on/roll-off*) et des cargaisons en vrac, l'accroissement de l'aire de dépôt doublera la capacité de traitement du terminal en termes de nombres de voitures, d'une capacité de 10 000 voitures par mois actuellement à plus de 20 000 voitures par mois. Alors que le port de Baltimore constituait auparavant le premier port d'import/export de voitures des États-Unis, ces travaux, qui ont déjà commencé,

devraient permettre au terminal TPA d'augmenter sa capacité dès la fin du mois d'avril.

Peu après l'accident, le 28 mars, l'agence fédérale chargée des routes (FHWA) avait alloué 60 M\$ de fonds au Département des Transports du Maryland, dans le cadre du programme d'aide d'urgence (Emergency Relief – ER). Ces fonds constituent un acompte pour couvrir les dépenses initiales, et des fonds supplémentaires du programme d'aide d'urgence seront mis à disposition au fur et à mesure que les travaux se poursuivront. Le Corps des ingénieurs militaires (USACE – US Army Corps of Engineers) a [annoncé](#) le 4 avril viser une réouverture du chenal principal d'accès au port d'ici la fin du mois de mai.

Brèves

- Le 4 avril, le Secrétaire aux Transports Pete Buttigieg a [adressé](#) une lettre publique aux PDG des 10 principales compagnies aériennes américaines les enjoignant à améliorer les avantages dont bénéficient les militaires d'active et leurs familles. Afin de rendre ces avantages plus lisibles et accessibles, le DoT mettra en ligne en mai un comparateur public des prestations offertes par les différentes compagnies aériennes en la matière, tels que des bagages supplémentaires gratuits ou des annulations sans frais.

Industrie

10. TSMC obtient 6,6 Md\$ dans le cadre du CHIPS Act et annonce une troisième usine en Arizona

Le 8 avril, le Département du Commerce (DoC) a [rendu public](#) un accord avec l'entreprise taïwanaise TSMC, qui va bénéficier d'une subvention de 6,6 Md\$ dans le cadre du CHIPS Act. Ce financement permettra de soutenir les investissements de TSMC à Phoenix, où l'entreprise va investir au total plus de 65 Md\$ dans trois usines permettant la fabrication de semi-conducteurs de pointe (jusqu'à 2 nm). En complément de cette subvention, TSMC pourrait bénéficier du crédit d'impôt de 25 % sur ses 65 Md\$ d'investissements prévus dans ses nouvelles usines de semi-conducteurs, portant ainsi potentiellement le soutien fédéral à 22,9 Md\$ au total. Par ailleurs, l'accord prévoit la possibilité pour l'entreprise de recourir à un prêt fédéral à hauteur de 5 Md\$. TSMC avait déjà [annoncé](#) la création de deux usines : la première, opérationnelle d'ici 2025, qui produira des semi-conducteurs de 4 nm, et la seconde, opérationnelle d'ici 2028, où il est désormais prévu d'intégrer une technologie plus avancée (2 nm) en plus de celle initialement attendue (3 nm). Une troisième usine, annoncée à l'occasion de l'octroi de la subvention, produira à l'horizon 2030 des semi-conducteurs de pointe (2 nm), avec la possibilité de recourir à des technologies encore plus avancées. Les trois usines devraient

générer environ 6 000 emplois hautement qualifiés selon TSMC, dans des domaines tels que l'IA, les communications 5G/6G et la performance informatique. Selon le Conseil économique de Phoenix, ces trois usines devraient générer 20 000 emplois dans le secteur de la construction. Le DoC a précisé que cet investissement de TSMC constituait le montant le plus élevé à ce jour pour un IDE *greenfield* aux États-Unis.

Brèves

- Politico a [révélé](#) le 10 avril que le Département américain de la Justice (DoJ) allait ouvrir une enquête antitrust dans le cadre du projet de rachat d'US Steel par Nippon Steel pour 14,1 Md\$ [voir [Brèves Sectorielles du 15 mars 2024](#)]. Par ailleurs, le projet de rachat est toujours étudié par le Committee on Foreign Investment in the United States (CFIUS) au regard des risques pour la sécurité nationale. Ces deux enquêtes renvoient la possible finalisation d'un accord au-delà des élections présidentielles de novembre, alors que Nippon Steel espérait conclure ce projet avant l'été. Cette annonce intervient alors que le Président Biden accueillait cette semaine le Premier ministre japonais Fumio Kishida en visite d'État.

Agriculture et industrie agroalimentaire

11. Le Département de l'Agriculture élargit le choix des aliments éligibles au programme WIC et renforce ses exigences nutritionnelles

Le Département américain de l'Agriculture (USDA) a [publié](#) le 9 avril un règlement qui actualise la gamme des aliments et les quantités éligibles dans le cadre du programme spécial de nutrition complémentaire pour les femmes, les enfants et les nourrissons ([WIC](#)).

Le programme WIC apporte une aide financière pour les ménages à faibles revenus afin d'améliorer la nutrition de la femme et de l'enfant durant certaines phases cruciales de leur vie telles que la grossesse, l'allaitement et la petite enfance. L'allocation mensuelle qui leur est versée permet aux bénéficiaires du programme l'achat d'aliments spécifiques, référencés, et contenant des nutriments essentiels. Aujourd'hui, ce [programme](#) aide environ 6,7 M de personnes, dont 40 % des nouveau-nés américains, pour un coût annuel de 7 Md\$.

La nouvelle réglementation, qui doit être mise en œuvre dans un délai de deux ans par les États administrant le dispositif sur financement fédéral de l'USDA, vise à offrir aux familles éligibles un panel de choix plus large pour leurs achats. L'objectif est à la fois de

diversifier les options de formats (grand ou petit emballage) mais également d'accroître la gamme des produits disponibles afin de mieux répondre aux préférences culturelles et personnelles des allocataires du programme. La nouvelle réglementation vise également à mieux prendre en compte les recommandations diététiques fournies par le Dietary Guidelines for Americans ([DGA](#)).

La liste des aliments éligibles a été élargie pour inclure, entre autres, le poisson en conserve, les haricots, tant secs qu'en conserve mais également les produits laitiers végétaux (yaourts, fromage, lait liquide). Pour répondre aux recommandations nutritionnelles, 75 % des céréales éligibles dans le cadre du programme devront être complètes et les dépenses maximales mensuelles dédiées à l'achat de fruits et légumes ont été grandement réévaluées (jusqu'à 4 fois le montant prévu auparavant). Dans le même esprit, les quantités éligibles de produits contenant des sucres ajoutés, des jus de fruits ainsi que les produits laitiers pouvant être achetées à partir de l'allocation WIC seront diminuées. Cette révision du règlement prévoit également l'exclusion du fromage et du lait aromatisé du panel des produits éligibles. Selon l'USDA, les anciennes allocations laitières excédaient l'apport quotidien recommandé (128 %), tandis que les nouvelles allocations se situeraient entre 71 % et 96 % de cette recommandation.

Si les producteurs de fruits et légumes se sont félicités de ces modifications réglementaires, l'industrie laitière américaine, par les voix de la [National Milk Producers Federation](#) et l'[International Dairy Foods Association](#), a exprimé sa désapprobation via un [communiqué](#).

Brèves

- Le 5 avril, l'Organisation mondiale de la santé animale (OMSA) a publié un [communiqué](#) par lequel elle enjoint les pays à ne pas prendre de mesures injustifiées sur les échanges de bovins sains et de produits qui en sont issus (lait, viandes), dans le contexte d'une multiplication des infections de bovins par le virus de l'*influenza* aviaire hautement pathogène (IAHP) aux États-Unis. Nonobstant, [17 États américains](#) ont décidé de restreindre les mouvements de bovins en provenance des États dans lesquels des élevages laitiers avaient été infectés par le virus. Au 10 avril, les États-Unis, dénombraient [17 foyers d'influenza aviaire](#) en élevages laitiers, répartis dans 6 États (Texas, Kansas, Michigan, Nouveau Mexique, Idaho, Ohio).

Numérique et innovation

12. Des membres du Congrès ont déposé une proposition de loi visant à créer un cadre fédéral pour la protection des données personnelles

Le 7 avril, la présidente de la commission de l'Énergie et du commerce de la Chambre des représentants, Cathy McMorris Rodgers (R-Washington), et la présidente de la commission du Commerce, des sciences et des transports du Sénat, Maria Cantwell (D-Washington), ont [dévoilé](#) une proposition de loi intitulée « American Privacy Rights Act of 2024 ». Cette initiative bipartisane et bicamérale vise à créer un cadre fédéral unifié en matière de protection des données personnelles à travers les États-Unis.

La proposition de loi sur la protection des données constituerait un tournant significatif dans la manière dont les entreprises gèrent les informations personnelles, en mettant l'accent sur la proportionnalité de la collecte de données au regard des services rendus.

En l'espèce, les entreprises ne pourraient plus collecter, conserver et utiliser que les données strictement nécessaires à la fourniture de leurs services. Pour renforcer la transparence, les entreprises devront dévoiler clairement leurs méthodes de traitement des données *via* des politiques de confidentialité accessibles au public. Le texte prévoit également l'introduction d'un mécanisme centralisé de désinscription, permettant aux utilisateurs de mieux contrôler et d'exercer leurs droits quant à la protection de leurs données personnelles. Outre la Federal Trade Commission et les procureurs généraux des États, les consommateurs disposeraient selon le texte d'un droit d'action en justice, *via* des recours en dommages-intérêts civils et statutaires pour assurer le respect de la nouvelle réglementation.

Cette proposition de loi a [suscité](#) un large éventail de réactions. Microsoft a exprimé un soutien enthousiaste, valorisant la perspective d'une législation fédérale unifiée, tandis que le Network Advertising Initiative a critiqué les contraintes qu'elle imposerait sur l'usage des données. En Californie, la réaction a été nettement plus critique, avec des objections sur les dispositions de la proposition de loi prévoyant la primauté des dispositions du texte sur les initiatives des États fédérés, reprenant les positions déjà exprimées au sujet de l'ADPPA. Les avis sont mitigés au sein du Congrès : certains, comme le représentant Frank Pallone (D-NJ), jugent que le dispositif pourrait être plus ambitieux, en particulier s'agissant de la protection des données personnelles des enfants, tandis que d'autres, comme le sénateur Ted Cruz (R-TX), [mettent](#) en garde contre les effets potentiellement néfastes pour la liberté d'expression en donnant à la FTC des pouvoirs de régulation trop importants.

13. Un représentant dépose une proposition de loi qui obligerait à révéler l'utilisation d'œuvres protégées par le droit d'auteur pour l'entraînement de modèles d'IA

Le 9 avril, le représentant Adam Schiff (D-CA) a [introduit](#) une proposition législative visant à accroître la transparence des données utilisées pour l'entraînement des modèles d'intelligence artificielle (IA) générative. Dénommée « Generative AI Copyright Disclosure Bill », cette proposition de loi obligerait les entreprises technologiques à révéler les contenus protégés par le droit d'auteur dans leurs bases de données d'entraînement IA.

Les entreprises créant des bases de données pour l'entraînement de modèles seraient tenues de fournir un rapport exhaustif au bureau américain du Copyright au moins 30 jours avant le lancement d'un modèle d'IA utilisant ces données. Ce document devrait détailler les éléments protégés par le droit d'auteur et inclure l'URL de l'ensemble de données, si disponible publiquement. Le texte précise qu'il ne serait pas rétroactif pour les plateformes d'IA existantes, à moins que des changements ne soient apportés à leurs bases de données d'entraînement après l'entrée en vigueur de la loi.

Le projet bénéficie de l'appui de la Writers Guild of America, la Recording Industry Association of America, la Directors Guild of America, la Screen Actors Guild – American Federation of Television and Radio Artists et l'Authors Guild.

Brèves

- Les démocrates de la Chambre, menés par la représentante Yvette Clarke (D-New York), ont [lancé](#) une pétition de décharge (« *discharge petition* ») pour forcer l'examen d'un financement de 7 Md\$ destiné à prolonger l'Affordable Connectivity Program (ACP) jusqu'à la fin de l'année. Ce programme, qui soutient environ 23 M de foyers à faible revenu pour payer leurs factures de haut débit, touchera à sa fin en mai, par manque de fonds.
- Meta [annonce](#) que l'entreprise commencera à identifier le contenu généré par l'IA en mai. Les « étiquettes », appliquées à un éventail plus large de contenus, fourniront contexte et informations supplémentaires aux utilisateurs.
- Le Département de la Justice américain (DoJ) [examine](#) les liens potentiels anticoncurrentiels entre les entreprises d'IA, ciblant les conseils d'administrations croisés (« *interlocking directorates* ») où des dirigeants siègent dans les conseils d'administration de plusieurs entreprises concurrentes.

14. CMS poursuit les négociations des prix du médicament dans le cadre de l'IRA

Centers for Medicare and Medicaid Services (CMS) a [déclaré](#) le 2 avril rejeter les offres de prix des fabricants des 10 produits pharmaceutiques soumis à des négociations dans le cadre de l'Inflation Reduction Act. Ce rejet intervient après une première proposition infructueuse de la part de CMS auprès des industriels de santé en février dernier. Les négociations devraient se poursuivre jusqu'au 1^{er} août au plus tard et les offres de prix finales sont attendues d'ici le 1^{er} septembre. Un échec des négociations se traduirait par un retrait des médicaments du programme Medicare, qui peuvent représenter des sources de revenus importantes pour les fabricants de médicaments.

Brèves

- Le 11 avril, Vertex Pharmaceuticals a [annoncé](#) le rachat d'Alpine Immune Sciences, une biotech basée à Seattle spécialisée dans les maladies rénales inflammatoires, pour un montant de 4,9 Md\$ en numéraire. Il s'agit de la plus grande opération de fusion-acquisition dans le secteur biotechnologique depuis le début de l'année et de l'opération la plus importante pour Vertex en 25 ans d'existence.
- Kimberly-Clark, le fabricant texan de Kleenex et Huggies, a [annoncé](#) le 9 avril la vente de son activité d'équipements de protection individuelle à l'entreprise australienne Ansell pour 640 M\$ en numéraire.
- Avec 323 médicaments en rupture de stock, les pénuries de médicaments aux États-Unis ont [atteint](#) leur niveau le plus élevé depuis que l'American Society of Health-System Pharmacists a commencé à les recenser en 2001.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques. Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service économique régional de Washington

washington@dgtrésor.gouv.fr

Rédaction : SER des États-Unis

Abonnez-vous [ici](#)